

Des éleveurs pauvres globalement, mais riches localement

Jean-Charles CLANET

Pr. de Géographie à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, juin 2003

Résumé. En 2002, selon les statistiques des Nations unies (sources Fida/Fao), les ruraux d'Afrique centrale disposaient d'un revenu moyen d'un dollar US par jour, voire moins si l'on excluait les ressources tirées des cultures de rente. Chiffrer ainsi la pauvreté, dans le cadre d'une logique de donateurs, laisse penser que les pasteurs du Sahel survivent à peine, puisque, selon les critères des sociétés occidentalisées, il est impossible de vivre en disposant de si peu.

Or, au-delà de la nature de telles estimations, sur le terrain, force est de constater que les éleveurs vivent bien et que frugalité comme absence d'abondance ne riment pas forcément avec disette au quotidien. De plus, la forte cohésion des communautés d'agro-pasteurs du Sahara méridional supplée admirablement aux carences d'Etats-Nations incertains puisque, grâce à des structures lignagères éprouvées, elles surmontent les pires sécheresses de la planète, sans toujours bénéficier de l'Aide mise en place à leur intention. Aussi, bien que leur avenir n'apparaisse pas toujours radieux, elles forcent l'envie des autres acteurs sociaux, obnubilés -souvent à tort, par l'apparente sécurité qu'ils attribuent au capital cheptel qu'elles détiennent.

Insignifiantes sur l'échelle des richesses étalonnée par les pays développés, les communautés d'éleveurs offrent en définitive un modèle social efficace, sans autre équivalent à de telles latitudes et, indemne de surcroît d'exclusions économiques inhérentes à bien d'autres sociétés.

Lancé dans le cadre du développement durable, lors du Sommet de la Terre, en 1995, le projet des Nations unies de réduction de la pauvreté dans le monde relève d'une obligation de solidarité internationale en accord avec les missions de cette organisation. Alors que la misère et la faim progressent, la production de richesses n'a jamais été aussi importante. Pourtant à première vue, la lutte paraît mal engagée. D'abord parce que les systèmes de production tropicaux retenus pour bénéficier de cette assistance n'incluent qu'incidemment le pastoralisme, et encore c'est pour proposer qu'il disparaisse (Oixan & Gulliver, 2003). Mais surtout, parce qu'au-delà des déclarations de principe, les pays donateurs réduisent le montant de leurs aides (PNUD, 2003)¹. Dans ce vaste chantier où abondent les déclarations et les comportements contradictoires, se profilent au fil des documents des catégories de *pauvres* petits producteurs agricoles, côtoyant des *pauvres absolus* que le PNUD a la charge de recenser dans les états les moins avancés, et une catégorie de populations indéfinies (plus pauvres que les *pauvres absolus* ?) auxquelles on conseille « de s'engager dans un développement alternatif... et même l'abandon de la pratique agricole »². Les communautés pastorales appartiendraient à cette dernière classe de défavorisés. Les auteurs de ces propositions précisent d'ailleurs sans équivoque que ces transferts vont « constituer un important volet des programmes de réduction de la pauvreté », (*id*). Outre le fait qu'elles

¹ PNUD, 2003, l'APD pour l'Afrique sub-saharienne a régressé en 10 ans de 40% du PIB des donateurs

² « Systèmes de production et pauvreté », PNUD, page 18.

risquent de produire un effet contraire, à notre avis, de telles suggestions méconnaissent les sociétés vivant de l'élevage, qui affichent des réussites insolentes dans au moins deux domaines. Tout d'abord elles participent honorablement aux PIB des nations d'Afrique centrale, où l'élevage constitue le second poste de revenus et, ensuite, surmontent seules - sans recevoir toute l'aide qui leur est destinée, les graves crises cycliques qui frappent leur continent. Il est donc inexact d'assimiler leur dénuement à celui des réfugiés ou des sous-prolétaires des mégapoles, ou même à celui des communautés villageoises souffrant de disettes chroniques en période de soudure.

Pour éviter de tels amalgames, faisant fi des réalités, il est nécessaire que nous revenions en premier lieu sur la pertinence de statistiques officielles alimentant depuis des décennies des pronostics pessimistes, régulièrement contredits par les faits. Ensuite, avant d'esquisser des perspectives susceptibles de mieux ancrer les communautés pastorales africaines à la modernité, il conviendra de rappeler les traits majeurs des stratégies qu'elles élaborent dans des environnements contraignants, en insistant sur l'originalité de leurs structures sociales, rendant possible l'exploitation de marges arides. En dressant ces brefs panoramas pour les présenter, nous n'oublierons pas de souligner les inégalités criantes qu'elles perpétuent, guère indispensables au demeurant à la pratique de l'élevage en milieu aride.

Statistiques, indices et critères de pauvreté

Dans la majorité des études accompagnant les programmes d'appui au développement (PNUD, 2003), les données chiffrées proviennent des rapports annuels publiés par les Nations unies. Les donateurs les utilisent pour arrêter le cadre budgétaire, les phases d'activités et le calendrier de leurs programmes. Toute politique d'assistance, tant au niveau de l'évaluation d'un projet qu'à celui de sa réalisation et de son suivi, se sert de données statistiques et d'indicateurs qui facilitent la mise en œuvre et l'exécution des actions d'accompagnement. Bien que ces annuaires soient des références incontournables, il convient de se demander si les données qu'ils contiennent cernent convenablement la pauvreté, et en particulier celle des éleveurs des marges méridionales sahariennes ? celle-ci n'est d'ailleurs qu'indirectement prise en compte, puisque les tableaux statistiques comportent essentiellement des moyennes de productions nationales ou mondiales. Les documents de la FAO, indiquent que les éleveurs, noyés dans l'appellation de ruraux, ne disposent que d'un dollar par jour pour vivre (Fida/FAO, 2002); tandis que les statistiques du PNUD leur attribuent, pour 2003, des indices de développement humain misérables, compris entre 0.26 et 0.46 (Les USA et France obtenant respectivement 0.93 et 0.92), qui sont les plus bas de la planète.

Des données adaptées à leur finalité

Bien des nuances et un certain recul s'imposent devant de telles généralités. Car en prenant comme revenu journalier d'un éleveur la base d'un dollar, cela correspond en 2003, toujours pour l'Afrique centrale, à environ à 240.000 Fcfa annuels qui, convertis en têtes de bétail (prix relevés au marché de Kousséri, Nord Cameroun, juin 2002), équivaldraient à la vente de quatre bovins ou deux dromadaires. Loin de surprendre, ces chiffres correspondent à ce qu'obtiendrait un propriétaire d'animaux réalisant ces transactions. Pourtant, soulignons qu'il est rare qu'ils déstockent autant d'animaux en une fois, et qu'ils aient besoin de telles liquidités dans l'année. D'une façon très générale, ils vendent une bête de grande taille puis, en dehors d'une urgence particulière, se contentent de subvenir aux dépenses courantes en se défaisant de petits ruminants. Obligations sociales mises de côté et en termes de liquidités, les

sahéliens dépensent effectivement moins d'un dollar par jour, et nous sommes convaincu que la grande majorité en utilise beaucoup moins.

L'estimation précédente écartée, il n'est pas question de critiquer ces statistiques. D'abord parce qu'elles constituent une centrale de données unique, que seule l'ONU peut entretenir, mais également parce qu'elles constituent un système d'information en mesure de compenser les manques vertigineux de données de certains états. Les institutions en charge des politiques d'assistance ont besoin de tels outils, mais ils sont avant tout conçus dans cette optique. Ils répondent parfaitement aux attentes des donateurs et s'améliorent d'année en année. Si cet imposant travail mérite des louanges, ses références en revanche apparaissent discutables, car elles faussent l'analyse des situations réelles. Il est évident qu'un dollar par jour (1/300 de SMIG) ne suffit pas pour vivre dans un pays avancé, ni même d'y survivre trois jours par mois. Mais il convient de se demander quel rapport a ce quasi truisme avec la pauvreté des éleveurs sahéliens ? Aide-t-il à la saisir objectivement ? Rien n'est moins sûr, puisque, comme nous l'avons évoqué, non seulement les éleveurs sahéliens vivent souvent avec moins que la somme estimée, mais ils participent activement à la richesse nationale. Il faut donc au-delà de ces statistiques, tenter de décrire les pauvretés tropicales afin de mieux les replacer dans leur contexte. Quand nous avons étudié (JC. Clanet, 1994) les budgets de campements nomades et les revenus de leurs troupeaux, aucun de nos résultats n'indiquait que les pasteurs des bassins tchadien et nigérien étaient en situation de survie.

Les documents officiels possèdent un autre défaut, ils ne mesurent pas les atouts économiques qu'offrent les lignages des sociétés tribales. Or nous savons, que de telles entités réagissent rapidement aux contraintes extérieures, et qu'elles disposent de mécanismes internes pour reconstituer leurs troupeaux en temps de crise. Quand survient une sécheresse, leur efficacité est telle, qu'elle dépasse la plupart des prévisions (Tacher, 1971). Dans ce domaine nous manquons de mots et de concepts opérants pour nos protocoles d'analyse, et connaissons mal des pratiques pastorales trop rapidement comparées à des agissements connus. La raison en est qu'ils n'ont pas d'équivalents réels dans les unités de production occidentales auxquelles nous les assimilons. L'éleveur peul du Gourma burkinabé qui perd son troupeau, jouit -de façon presque illimitée, d'un système de prêts parentaux et d'échéances fixés par la coutume. Par leur intermédiaire, il disposera en trois ou quatre ans, de la trentaine de têtes de bétail qui lui permettront de conserver son rang social. Quel équivalent offrent nos campagnes européennes ? Comment mesurer statistiquement ces comportements qui s'apparentent aux services de la banque et de l'assurance, bien qu'ils en soient fort différents ? On touche là aux limites actuelles des descriptions statistiques et des études menées jusqu'ici sur les populations pastorales.

Des indices partiels

L'IDH (indice de développement humain) des Nations unies ne prend guère en compte les spécificités socioculturelles des communautés pastorales. Les éléments qu'il retient, comme l'accès à l'eau potable, le revenu réel par tête d'habitant corrigé (?), le taux de scolarisation, le sort des femmes, l'éloignement des services de santé, ...etc. revêtent certes la plus grande importance. Mais mesurer des manques n'apprend rien sur ce qui existe, même s'il s'agit d'éléments qui nous semblent d'un autre âge. Qu'il n'y ait pas de robinet d'eau potable dans les marges sahéliennes est une évidence, presque sans intérêt. Par contre il est intéressant de savoir que dans les tribus qui consentent à élever des ânes, la tâche des maîtresses de maison chargées d'approvisionner leur foyer en eau est grandement facilitée. Or c'est en tenant compte de ce genre de blocage culturel qu'un programme pourra améliorer le sort des

femmes, et d'autres pratiques locales. Mesurer l'absence d'équipement et de services à l'aune des besoins des sociétés occidentales se conçoit pour des schémas directeurs d'aménagement qui doivent fixer des priorités à un niveau national. Mais définir de tels objectifs ne signifie pas qu'ils aient l'adhésion des éleveurs, ni qu'ils puissent convenir régionalement. Ils risquent en revanche de gommer des pratiques locales qu'il pourrait être opportun de soutenir.

La mobilité des éleveurs illustre assez bien cette relativité des situations, et une de leurs principales récriminations en découle. Sans référent spatial permanent, lors de leurs migrations saisonnières, ils souhaitent participer activement à la gestion des affaires publiques, en renforçant les pouvoirs de leurs représentants coutumiers. Lamido, Cheick, Sultan, Kabir, chefs de groupement, autant d'appellations pour des notables qui se chargent en vertu d'us et de coutumes bien établis, des rapports avec l'Administration. Comme ils règlent principalement les affaires de première instance et ont en charge le recouvrement de l'impôt, les pasteurs voudraient qu'ils disposent aussi de procurations pour les concertations régionales. Malheureusement les pouvoirs centraux se méfient des chefferies, alors que, sans le système traditionnel qu'elles chapeautent, aucun état ne serait en mesure d'assurer les fonctions³ qu'ils assument. Au demeurant, les performances d'un système tribal étonnent. Ainsi, il est exceptionnel qu'un sultan sache exactement où nomadisent ses administrés, puisque en dehors de certains groupes Peuls ou Touaregs dont les mobilités endodromes se limitent à de petits secteurs, la plupart des campements se trouvent à des centaines de kilomètres de lui. Mais, en interrogeant les personnes idoines, tout notable obtiendra l'information en quelques minutes⁴. Combattre la pauvreté nécessite de prendre en compte de tels systèmes, pour en évaluer l'utilité, car ils fonctionnent évidemment à l'avantage de tous et pour bien des aspects de la vie pastorale. Aucune étude jusqu'ici n'a tenté d'évaluer ce capital humain, dans une optique économique (Becker, 2001).

Le foncier est un autre domaine où la mobilité des éleveurs les désavantage, en faisant d'eux des oubliés perpétuels par défaut, ce qui les irrite à plus d'un titre. Les avatars qui nourrissent de tels ressentiments sont légion. Dans les années quatre vingt, un programme FAC avait financé 28 forages pour les Peuls du canton de Korbol (Baguirmi, Tchad). Mais, progressivement, profitant de leurs migrations estivales, les agriculteurs locaux phagocytèrent ces points d'eau en les entourant de jardins maraîchers. En 1987, au sud de Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso, des commissions d'évaluation des dégâts causés aux cultures par les animaux avaient été mises en place. A la satisfaction des parties, y siégeaient des administrateurs et des représentants des ministères de l'agriculture et de l'élevage. Malheureusement, le jugement final fixant les dédommagements n'intervenait qu'après des mois d'instruction judiciaire. Une fois partis en déplacement, les éleveurs se retrouvaient condamnés par contumace. Eternels perdants par défaut dans ce genre d'affaires, ils n'admettent pas que le foncier des état-nations hérités de la colonisation n'intègrent pas leurs formules de gestion traditionnelle des parcours et des puits. Beaucoup plus grave, ils assimilent l'absence de réglementation du nomadisme et du cadre spatial de son exercice, à une politique délibérée visant à les exclure de la société, ce qui alimente la grogne de leurs minorités.

³ Quand ils s'y essayèrent, cela déclencha des rebellions sans fin : Mangalmé au Tchad ; révoltes touarègues au Mali et au Niger.

⁴ Au Tchad, les Arabes Salamat Sifféra, représentent un cas extrême. Ils nomadisent à plus de 400 km de leur lieu de résidence officiel.

Une aisance relative

A la suite d'études faites au Tchad et au Burkina Faso (Clanet, Meyer, 1985), nous estimons que les éleveurs possèdent en moyenne une soixantaine de têtes de gros bétail. Taille qui paraît limitée par les capacités d'abreuvement d'une famille, obligée de tirer l'eau manuellement de puits accédant à des aquifères profonds. Bien, que ces chiffres varient (selon la composition des familles, les conditions géoclimatiques, les ressources locales et les catégories animales possédées) ils restent toujours d'actualité (Clanet, 2002).

De tels effectifs de cheptel engagent les autres groupes sociaux des états d'Afrique centrale à envier les éleveurs. Ils transforment par un rapide calcul faussé par les prix du marché, les animaux décomptés en un matelas d'espèces jugé scandaleusement inexploité. Il n'y a rien de surprenant que les fonctionnaires, qui attendent des soldes incertaines et dévaluées durant de longs mois, les considèrent comme des gens riches. D'autres catégories sociales moins favorisées estiment qu'ils sont très riches. Aucune statistiques ne mesure ce poids social, ni le fait qu'il les valorise aux yeux de leurs concitoyens, ce dont ils sont très fiers. D'ailleurs, aucun éleveur de résiste à la satisfaction de voir rentrer ses animaux le soir. Subitement indifférent aux conversations, un clin d'œil le rassure sur l'état de ses animaux et leur nombre, tandis qu'une mimique de jouissance l'étreint, sans qu'il tente de la réfréner. Comme l'ensemble des citoyens, il sait que la vente d'un animal rapporte plusieurs fois le salaire mensuel d'un instituteur, au moins deux fois celui d'un universitaire et dépasse légèrement celui d'un sous-préfet. Il est certes délicat de mesurer la nature des satisfactions que procure aux pasteurs ce genre de *pauvreté*, mais nous ne voyons pas quel type d'argumentaire pourrait leur faire adopter des « *activités alternatives* » lointaines, prétendant les aider, et qui supposent en outre qu'ils abandonnent leur région.

Tout en se plaignant régulièrement de leur condition, les pasteurs restent attentifs à étaler les signes d'une richesse dont ils ne doutent pas un instant. Aucun document n'a jusqu'à présent, et à notre connaissance, comparé les niveaux de vie des sahéliens, mais beaucoup de comportements révèlent cette relative aisance. Quand quelques années après l'indépendance, l'Education laissa les internes se « débrouiller », les éleveurs furent les premiers à retirer leurs enfants des internats⁵. Lors des fêtes, ils soignent particulièrement les harnachements, leur garde-robe, et celles qu'exhibent leurs familles. Enfin, buveurs de thé forcenés, ils n'hésitent pas à dépenser 100 € par an en pains de sucre, pour se forger une réputation hôtes accueillants, ne ménageant pas cette boisson. Un dernier détail, mais non des moindres, qui exaspèrent leurs contempteurs, est la facilité –apparente, avec laquelle ils se défont de quelques têtes de bétail pour : prendre une nouvelle épouse, aller en pèlerinage à la Mecque ou assumer les soins d'un de leurs proches. A cette occasion et selon la gravité des cas, il arrive qu'ils aillent jusqu'en Egypte, en Ethiopie ou en Libye s'ils l'estiment nécessaire. A l'évidence ces pratiques ne sont pas générales⁶, mais elles sont répandues, et ce sont elles qui alimentent la jalousie des salariés, qui trouvent choquant que des « coureurs » de brousse, n'ayant pas fait d'études, disposent de telles facilités.

Nous voyons en définitive que deux travers récurrents faussent les statistiques utilisées dans l'aide dispensée aux pays pauvres. La premier naît de la différence de perceptions, entre le niveau local, où les éleveurs passent pour des gens relativement aisés, et celle qu'en ont les bailleurs les assimilant à de pauvres hères, justifiables de programmes anti-pauvreté radicaux. D'une façon plus générale, nous devons admettre que les analyses des pays donateurs

⁵ « Rapport annuel d'activités du Lycée Félix Eboué, année 1964 », archives du Rectorat, Fort Lamy, Tchad.

⁶ Nous n'en connaissons aucune de récente, pour le Sahel central.

s'appuient uniquement sur des notions économiques qui leur appartiennent, sans intégrer les valeurs que les pasteurs attachent à leurs structures sociales, piliers incontestables de leur pérennité. Ce faisant nous confondons misère et pauvreté, englobant dans l'estimation chiffrée d'un revenu moyen journalier des situations économiques radicalement différentes. Les communautés d'éleveurs sont certainement pauvres en biens matériels, puisqu'ils ne sont pas sous l'emprise d'une frénésie de consommation éperdue. Mais, sauf période de guerre d'ou exil forcé, aucun aléas naturel ne les place en condition de survie.

La pauvreté revendiquée

Dans l'ouvrage « *Quand la misère chasse la pauvreté* » (Rahnema, 2003), l'auteur estime que les "*pauvretés conviviales du Tiers-Monde*" mériteraient d'être protégées de la misère galopante qui gagne le globe. Comme les exemples qu'il présente sont difficilement transposables en Afrique, nous brosserons un tableau des pauvretés tropicales des marges subsahariennes. Pour ce faire, nous exposerons les logiques d'exploitation des aires pastorales contrôlées par les éleveurs, et leurs mobilités, pour monter à quel point ces traits relevant du milieu physique et d'aptitudes à se mouvoir pour compenser la dispersion des ressources, ont forgé un type de société fortement organisé, en mesure de répondre collectivement à ces contraintes. Ces aspects du pastoralisme sahélien constituent l'avvers d'un mode de vie, dont aucune étude n'a cherché à chiffrer les atouts, mais dans lequel tout éleveur se reconnaît et sans lequel il n'est rien.

L'ensemble géographique, où vivent les agro-pasteurs décrits, s'inscrit dans un quadrilatère disposé longitudinalement au centre de l'Afrique, à cheval sur les bassins du Tchad et du Niger, recoupant la majeure partie du Burkina Faso, du Niger, du Nord Cameroun et englobant les deux tiers du Tchad septentrional. Cette zone, qui s'étale des parallèles 08° à 20° N et de 1° W jusqu'au méridien 17° E à l'ouest du Soudan, abrite environ 7.000.000 personnes, s'adonnant presque exclusivement à l'élevage. Il ne s'agit pas d'un domaine pastoral stricto sensu, puisque jusqu'au tropique, les pasteurs côtoient d'autres groupes le long de leurs itinéraires, urbains et/ ou sédentaires, détenant aussi des animaux, mais dont l'entretien n'influence pas les calendriers agraires.

La fluctuation des ressources

Les pasteurs de cette partie de l'Afrique se partagent entre quatre grandes communautés, les Arabes, les Touaregs, les Peuls et les Toubous, et une centaine d'ethnies de moindre importance, comme les Toundjours du Sud Kanem, qui dépassent rarement quelques milliers d'individus. Si leurs options pastorales sont très variées, il est toutefois possible à l'échelle sous-continentale, de les regrouper dans trois domaines différant par leurs mobilités, qui englobent plus de 85 % des flux de nomadisation.

Toutes ethnies confondues, les pasteurs adaptent leurs déplacements à la pluviométrie des cinq saisons de leur année lunaire. En juin, lorsque les paillers ne suffisent plus aux troupeaux et, dès que s'annoncent les premières tornades, ils gagnent des positions méridionales pour attendre les pluies. Lorsque les averses ont reverdi leur secteur, ils partent vers le Nord, dépassant ces positions de saisons sèche, afin de ménager leurs futures réserves fourragères. A l'extrémité septentrionale de leur parcours, à la limite des fronts de pluie, ils stationnent tant que les mares superficielles ne se transforment pas en bourbiers imbuables. L'hivernage

passé et les obligations de récolte aidant, ils regagnent progressivement leurs positions médianes, s'attardant durant les mois froids aux alentours des dernières mares, avant de se regrouper durant toute la saison sèche sur les grands puits. Ce rythme à cinq temps est général, même si quelques particularités régionales l'inversent, comme pour les Budumas du lac Tchad que la crue chasse de leurs bourgoutières en fin d'année.

Le premier domaine, le plus vaste, s'étire entre les parallèles 10° et 14°30 N. Là se concentrent de riches éleveurs de zébus et de petits ruminants, qui pratiquent aussi des cultures de mil. Eleveurs arabes du Tchad central ou du Niger oriental, Peuls du centre du plateau Mossi, ces agro-pasteurs n'entreprennent que des remues d'hivernage avant les pluies. Les bergers se contentent d'écarter les animaux des cultures, en les emmenant pour trois mois vers des mares ou en cure salée. Les 4.000.000 d'individus qui ont adopté ce système agro-pastoral, jouent habilement de l'association mils et bœufs, pour un minimum de déplacements.

Au-delà du 13^{ème} parallèle, là où commencent les marges sahariennes, stationnent surtout des chameliers, et quelques groupes de bovidiens, associant à leurs troupeaux de nombreux caprins. Ils se déplacent toute l'année, variant leur itinéraire au gré des saisons. Ils essaient bien de faire quelques cultures, mais elles sèchent en général sur pied. Leur nombre ne dépasse pas 1.100.000 de personnes, qui nomadisent de préférence vers les ressources soudaniennes pour attendre les pluies, puis vers le Sahara tant que des eaux de surface s'y maintiennent. D'est en ouest, Toubous, Arabes et Touaregs pratiquent cette nomadisation apparemment erratique, dictée par la dispersion des ressources fourragères. Cette mobilité très contrôlée (Clanet, 1975) tire parti des complémentarités de trois secteurs bioclimatiques, en dépit des fortes fluctuations qui les affectent.

Enfin, aux latitudes les plus basses, s'étend le dernier domaine, dont la particularité était d'être exploité pastoralement presque uniquement par des communautés peules (des tribus d'Arabes nomades les ont rejointes depuis les dernières sécheresses de 1970 et 1985). Ces éleveurs, comme les groupes Hanaganbas du Niger, accompagnent sur de très longues distances les fronts de pluies, en restant en deçà des cellules d'averses, pour maintenir leurs troupeaux au niveau des pâtis qui repoussent. La très grande mobilité des groupes rend difficile tout décompte, mais il est presque certain qu'ils ne dépassent pas 2.000.000 de personnes.

Il est difficile de penser que ces populations, qui possèdent environ 12.000.000 de têtes de bétail, vivent dans un état de pauvreté qui nécessite une politique d'assistance. En revanche il est certain qu'elles ont des besoins en relation avec l'élevage, et que, comme toutes les sociétés, elles possèdent des pauvres. Certaines franges sociales en leur sein le sont certainement, en particulier les classes âgées, quand aucun enfant ne les prend en charge. C'est également le cas des esclaves et affranchis qui dépendent parfois de maîtres peu conciliants. Toutefois ces castes s'émancipent depuis une cinquantaine d'années et ne subsistent que dans quelques régions. Les campements fezzanais du Manga tchadien possèdent de nombreux captifs, alors qu'il n'en reste que quelques uns chez les notables toubous. Au total, les effectifs de ces personnes maintenues en sujétion ne doivent pas dépasser 50 à 60000 individus. Pour le reste de la population, en tenant compte des niveaux de vie des quatre états, très peu de familles connaissent des difficultés économiques, pour la simple raison qu'en terre pastorale, exode mis à part, soit on dispose du troupeau qui permet de vivre, soit on s'embauche comme berger auprès d'un propriétaire aisé.

Pour la grande majorité des éleveurs, la vente de jeunes mâles joint à un système de troc fort complexe⁷, assure à chaque propriétaire un profit annuel compris entre 3 et 4% du croît annuel de son troupeau, la différence étant systématiquement consacrée à l'achat d'autres animaux⁸. Toutes les études faites à ce sujet, indiquent clairement que les éleveurs sont des gens aisés, et de surcroît libres. Aisés, parce qu'ils côtoient des corps de fonctionnaires mal payés depuis des années; libres parce qu'ils peuvent acquérir à leur rythme, l'essentiel de ce qu'ils désirent, ce qui est loin d'être le cas d'une majorité d'Africains (Banque mondiale, 2001). Il faut enfin noter, que s'il y a des propriétaires riches, et même très riches⁹, tous ont des trains de vie identiques. Ils préfèrent conforter leur rang social en redistribuant un volume important de richesses et en épousant plusieurs femmes, plutôt que d'accumuler des objets matériels.

Spécialité : nomades

La mobilité des ethnies se livrant à l'élevage n'est pas une donnée culturelle, et encore moins un atavisme, comme le montrent la variation des flux inter-annuelle. Lorsqu'en 1985, deux hivernages particulièrement secs décalèrent les parcours sahéliens de trois degrés vers le Sud, les campements adoptèrent durant deux années la mobilité réduite des autochtones. Plus à l'Est, au Niger, des chameliers habitués à nomadiser autour du massif de Termitt sur une centaine de kilomètres, devinrent en quelques semaines des quasi sédentaires, changeant tout juste de cuvette interdunaire quand les pâtis de celle qu'ils exploitaient s'épuisaient. Enfin, la concordance, le long du 13^{ème} parallèle, allant du lac Tchad à la frontière soudanaise, entre l'amplitude des trajets et la profondeur des puits¹⁰ indique nettement que les éleveurs adaptent leur mobilité aux conditions hydrologiques. L'accès aux ressources reste la cause principale des déplacements, mais les évolutions générales des biotopes sont tout aussi déterminantes. Les abords du lac Fitri, par exemple, se transforment dès le mois de mai en prairies lornées par de nombreux pasteurs, mais ils deviennent ensuite des bourbiers dangereux qu'ils s'empressent de fuir. A la limite du Bénin et du Burkina Faso, les plaines argileuses entourant le Gobnangou évoluent d'une façon tout aussi répulsive. Plus à l'Est, sur les plateaux sableux du Bahr-El-Ghazal, ce sont les taons qui limitent l'accès des steppes herbeuse. Dès qu'ils éclosent, les chameliers partent se réfugier dans les cuvettes du Manga, à 250 km au nord. Notons enfin, qu'à ces différentes pressions s'ajoute celle des agriculteurs. En ouvrant de nouveaux champs, ils poussent les éleveurs à abandonner des parcours d'hivernage qu'il fréquentaient auparavant.

Si les transformations environnementales provoquent les déplacements, l'état des animaux en dicte la fréquence. Chaque ethnie l'apprécie à sa manière : tel propriétaire surveille la saillie des côtes flottantes, tandis que tel autre s'attache au luisant des robes. Tous les chameliers surveillent l'état de la bosse des dromadaires, alors que l'écoute du staccato selon lequel les moutons broutent les graminées n'appartient qu'aux Peuls Bororos. Quoiqu'il en soit, et quelles que puissent être les raisons qui guident ces déplacements, la disponibilité qu'ils requièrent, comme les aptitudes physiques et matérielles à s'y soumettre qu'ils supposent, ont forgé les structures et les coutumes des communautés pastorales.

⁷ On connaît les formes de troc pratiquées entre agriculteurs et pasteurs, la fumure des champs ou le transport. A l'inverse, l'échange de parts d'animal vivant, pour des biens matériels ou moraux l'est moins.

⁸ Evaluation faite en collaboration d' Y. Planchenault, document interne, Maisons-Alfort, décembre 1989.

⁹ Le record relevé en 1987, 14 troupeaux de zébus appartenant à un Peul burkinabé de Nadiabounga.

¹⁰ De quelques mètres au sud de Mao, les puits atteignent ensuite plus de 55 mètres, 110m dans l'ouadi Enne, à l'ouest d'Abéché.

Tribus et cultures

Au Sahel, les usages touchant aux plus infimes aspects de la vie quotidienne indiquent sans équivoque à quelle ethnie et lignage appartient un individu ou dont dépend un animal. Les éleveurs revendiquent l'appartenance à leur groupe, se conforment à ses coutumes et à ses tics, s'appliquant en tout à en reproduire les singularités. Chaque fraction s'approprie espaces et objets pour y imprimer son sceau. Si les marques de bétail restent les plus connues des formes d'appropriation que les pasteurs affectionnent, ce désir s'étend aux autres biens, sur lesquels ils gravent leurs blasons. Le poncho, que les éleveurs des confins nigéro-burkinabés portent à longueur d'année, cousu à partir d'un métrage correspondant à huit fois la taille du client, ne se porte que chez les Peuls. Ses bandes de coton tissé traditionnellement et sa couture sans surprise, n'en font pas pour autant un uniforme. Des éclats de miroirs enchâssés indiquent une origine nord ghanéenne, des arabesques de boutons d'acier celle des environs de Pama, tandis que les bergers venant du Beli abordent des poches ventrales démesurées. Chapeaux, bâtons, lampes électriques, franges des poignées de moto, demeures et cabanes, portent, en plus des signes individuels, les marques du lignage.

Tout ce qui rattache au groupe participe de la dignité et de la fierté d'un individu, et il en discute à l'infini de façon partielle. A l'inverse, il dénigre sans retenue les campements qui convoitent ses parcours, ne rate aucune occasion de leur dérober un animal, pour, le forfait accompli se pavaner dans les danses où filles chantent les malheurs souhaités aux autres communautés. Ces comportements qui traduisent en permanence la fidélité vouée à leurs groupements. Elle se comprend, pour toutes les étapes de la vie d'une personne, les sociétés pastorales imposent des règles d'échanges et d'assistance scrupuleusement respectées, (M. Dupire, 1962). Si elles varient peu d'une ethnie à l'autre, les différences portant sur la forme des dons et les occasions où ils se pratiquent, elles restent inchangées. Sans sa communauté un éleveur ne peut compter sur personne. C'est cette situation d'isolement qui définit pour eux la pauvreté. La protection et la sécurité qu'apporte un lignage n'a pas de prix et il n'y a que très peu d'éleveurs pour s'en affranchir.

Nous ignorons si on a évalué l'équivalent de cette richesse et si l'on a tenté d'apprécier les avantages comparatifs d'appartenance à telle ou telle tribu, voire s'ils sont chiffrables en termes de revenus. Mais il est certain que sans de telles structures, et dehors de modèles d'organisations agricoles proches de celles des ranchs américains ou australiens, il serait impossible de réussir à élever des animaux à ces latitudes, comme plusieurs projets l'ont appris, souvent trop tard, à leurs dépens¹¹.

L'envers du tableau

Dans les descriptions précédentes des situations pastorales nord sahéliennes, nous avons insisté sur les avantages que présente ce mode d'exploitation du milieu naturel, et pour montrer comment il procurait aux éleveurs un niveau de vie décent, si on le comparait à celui de la majorité des autres catégories socioprofessionnelles d'Afrique centrale. Certes ils ne sont pas pauvres, au sens où nous l'entendons couramment, mais ils ont une vie dure, de forcés jugeraient certains. C'est pourquoi, il ne faudrait pas en déduire qu'il s'agit d'un mode de vie dénué de contraintes, à l'abri de précarités d'existence révoltantes et qui puisse

¹¹ Ranch d'Ifénat et haras de N'Gouri ; ferme de Deli ; Cercle pastoral de Massakory ; Ferme de moutons astrakans d'Abougoudam ; ou encore Ranch de zébus azawacks de Gorom-Gorom (BF), pour ne citer que les plus dramatiques.

s'affranchir aisément des crises récurrentes que traverse le continent. Le nomadisme pastoral réclame d'énormes sacrifices, il comporte des situations d'assujettissement qu'il serait inhumain de ne pas chercher à réduire, d'autant qu'elles reposent sur les catégories sociales les plus faibles. Il est donc difficile de laisser les choses en l'état, et de pas imaginer des programmes pouvant résorber ses coutumes inégalitaires. Elever des troupeaux de ruminants vers le Tropique du Cancer nécessite un travail extrêmement pénible et implique une vie permanente de frugalité et de frustrations, difficile à supporter.

Nomadiser et puiser

La vie des éleveurs comporte deux activités incessantes : se déplacer à la recherche des pâturages les mieux fournis pour nourrir les troupeaux et, une fois par jour, les faire boire. Quotidiennement, ils doivent garder leurs animaux pour les faire paître et les conduire au point d'eau à proximité duquel ils stationnent pour les abreuver, tous les trajets s'effectuant à pied.

Suivant les ethnies les techniques de gardiennage diffèrent sensiblement en fonction de l'occupation des terrains. Si les Peuls passent pour des bergers réputés, c'est surtout parce qu'ils doivent constamment faire évoluer leurs troupeaux entre des dédales de champs resserrés. Comme ils fréquentent de préférence des régions soudaniennes densément peuplées, ils doivent passer entre les terroirs villageois qui quadrillent étroitement l'espace. Leurs bergers restent en permanence au contact des bêtes, sifflant et criant pour les diriger vers les meilleurs pâtis, avec une aisance et un ensemble étonnants. Les autres groupes n'ont pas la même réputation, mais cela tient au fait qu'ils disposent de parcours peu habités, favorisant la vaine pâture, qui ne réclament pas de prouesse spéciale pour conduire les animaux. Toutefois en période de cultures, lors de l'hivernage, au fur et à mesure que les fronts agraires colonisent la steppe, tous les bergers affrontent un jour ou l'autre des difficultés semblables. Les chameliers ignorent ce genre de problèmes, puisque aux latitudes où ils se trouvent, les parcelles cultivées n'occupent que des secteurs de talwegs limités, facile à éviter, étant donné leur rareté.

Les familles d'éleveurs accompagnent leurs animaux tous les jours, sur des circuits dont l'étendue varie suivant l'état des ressources et les mois. Au fur et à mesure qu'avance la saison sèche, les paillets s'éclaircissent ce qui allonge les temps de pâture. Durant les mois froids, les bêtes passent la période diurne à l'extérieur, n'effectuant que des allers retours de quelques kilomètres. Il est rare qu'elles repartent après la traite du soir. En revanche, à partir de février ou mars, le temps de pâturage de nuit augmente, et si les conditions d'abreuvement deviennent difficiles, les troupeaux font plus d'une dizaine de kilomètres pour aller brouter, ce qui impose de ne les faire boire que tous les deux jours. Dans ces conditions en fin de saison sèche les personnes et le bétail montrent des signes évidents d'épuisement, les bergers pouvant passer quinze heures, voire plus, à garder leur cheptel. On saisit mieux le désir qu'ont les chefs de famille d'avoir de nombreux enfants pouvant les décharger de ces tâches éreintantes. Les chameliers ne connaissent pas des conditions aussi éprouvantes, car leur situation est différente, surtout quand ils stationnent dans des régions où il y a peu de campements. Il arrive souvent alors que le troupeau soit laissé à lui-même, quand il n'y en a pas d'autres dans les environs. Dans ce cas les familles confient le soin à un enfant de suivre ses évolutions, le propriétaire se contentant de courtes inspections hebdomadaires.

Les autres déplacements relèvent du nomadisme saisonnier, quand les éleveurs changent de pâturage. Pour les bergers, ils s'assimilent à ceux qu'ils pratiquent en temps ordinaire. En

nomadisation, les troupeaux partent devant les familles, profitant des heures fraîches pour progresser, car ils sont ralentis par les jeunes et les bêtes en méforme. En revanche pour les femmes et les adultes qui les accompagnent, il faut démonter tout le campement, charger les animaux porteurs, puis tout remonter à l'étape. Quand le trajet dure plusieurs jours, les épouses tiennent à dresser entièrement les tentes chaque soir. Suivant la variété des écosystèmes fréquentés, ces migrations varient énormément. En bordure du Ténéré, la majorité des campements Touaregs n'effectuent qu'une transhumance légère entre des positions de saison sèche et des parcours d'hivernage. A l'autre extrémité de la cuvette tchadienne, les Arabes Zioud d'Arada se déplacent du sud du massif de l'Ennedi jusqu'aux piémonts centrafricains, parcourant en une année quelques 1500 kilomètres, ponctués d'une cinquantaine de camps.

Comme dans toutes les activités agricoles, l'année pastorale peut-être désastreuse. Des campements peuvent mal engager une migration estivale, et ne pas profiter autant qu'il est possible des pâturages d'été. Tous les ans, il arrive que des groupes gèrent mal leurs déplacements, faute d'apprécier convenablement les l'importance des fronts orageux. Vouloir remonter trop tôt, avant que les pluies soient installées, oblige à marquer un temps d'arrêt en pleine zone agricole et risquer des conflits avec les agriculteurs ; attendre que les départs vers l'estive soient engagés, signifie de renoncer aux meilleures mares, puisqu'elles seront déjà occupées, et qu'il faudra se contenter des marigots moins remplis. Comme ils s'assècheront vite, leurs utilisateurs devront revenir un mois plutôt vers les parcours de saison sèche, perdant ainsi tous les avantages de l'hivernage. Il est tout aussi important d'aller en cure salée au bon moment. Un léger contre-temps et au lieu de faciliter les passages des alimentations entre les fourrages vert et/ou sec, la consommation d'eau natronée affaiblit les animaux déjà amaigris par la fin de la saison sèche. D'autres choix inadaptés ruinent carrément des familles. Des éleveurs Budumas qui tardent à abandonner les bourgoutières des archipels du lac Tchad, se retrouvent parfois piégés sur des îles, et assistent impuissants à la montée des eaux qui noient leurs troupeaux. Les années où le fleuve Batha coule impétueusement, de la frontière soudanaise au lac Fitri, cela place les éleveurs retenus en position méridionale devant trois solutions délicates : attendre une décrue improbable; faire traverser les troupeaux avec l'aide des sédentaires Koukas qui taxeront le passage du fleuve au prix fort, sans pouvoir éviter quelques noyades ou, encore ; faire un crochet vers l'ouest de plus de 400 km pour contourner les plaines argileuses du Fitri, détours qui ne se feront jamais sans des pertes élevées de jeunes bêtes. Comme nous le voyons, la transhumance sahélienne n'est pas un déplacement sans risque, elle requiert un savoir-faire éprouvé, qui n'évite souvent qu'une partie des aléas.

Si les conditions de nomadisation changent suivant les régions, l'obligation d'abreuver manuellement les troupeaux s'avère partout invariablement pénible. Epreuve quotidienne pour les éleveurs de bovins, elle réclame des efforts accrus pour les chameliers, même s'ils n'abreuvent que tous les deux ou trois jours. Nous avons suffisamment décrit cette activité par ailleurs (Clanet, 2001) pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Rappelons simplement, qu'abreuver un troupeau dure des heures (attentes au puits, exhaure et repos des bêtes) dans des sites sans ombre, durant lesquelles à l'aide d'une poulie grossière, d'une corde d'une centaine de mètres et d'un animal de trait, il faut extraire plusieurs tonnes d'eau d'un ouvrage non sécurisé. Tout cela au milieu des bousculades et des broncas des animaux dominants, en devant manipuler des outres de plusieurs dizaines de kilogrammes sur un sol rendu glissant par les déjections. A partir de fin mars c'est une épreuve physique, que peu entreprennent sereinement, surtout quand la température dépasse régulièrement 45°. D'ailleurs pour indiquer qu'un homme possède une force physique exceptionnelle, on souligne qu'il peut à lui seul abreuver un troupeau de chameaux. Evidemment, plusieurs facteurs compliquent ce travail :

saisons, déblais instables, puits bouchés, débits variables, Harmattan, fréquentations imprévues qui allongent les tours de passage, affluence, rixes... etc. Il n'y a rien d'étonnant à ce que tous les campements se ruent vers les premières mares d'hivernage, où qu'elles apparaissent, car ces eaux de surface signifient la fin des exhaures épuisantes.

En définitive, l'aptitude à nomadiser et la capacité physique à abreuver ses animaux représentent les principales exigences de l'élevage en zone sub-saharienne. Ces moments clés de la vie pastorale sont ceux sur lesquels les propriétaires d'animaux se concentrent en permanence, presque de façon obsessionnelle, afin de profiter de tout indice en mesure de renforcer le premier et d'adapter au mieux le temps consacré au second.

L'asservissement des faibles

Les paragraphes précédents ont montré à quel point il est pénible d'élever des animaux en zone semi-aride, la force qu'il faut déployer pour faire boire le bétail, la résistance que réclame la conduite d'un troupeau sans compter la frugalité que cela suppose et l'endurance dont il faut faire preuve en permanence, pour résister à la canicule, aux intempéries, à l'éloignement et aux divers aléas (feux de brousse, razzias et vols de bétail, effondrements de puits, épizooties, dragonnades ou mouvements rebelles, affrontements inter-tribaux ...etc.). Le contexte général africain se dégradant et les pouvoirs centraux n'étant plus en mesure de limiter localement la ruine des services publics, les propriétaires d'animaux doivent intégrer les fluctuations de tous ces aspects, s'ils veulent assurer convenablement l'avenir de leur famille et de leur élevage. Comme de surcroît, depuis la colonisation ils ont perdu la main d'œuvre servile qui assurait l'essentiel des travaux épuisants, ils ont reporté sur les femmes et les enfants une grande partie des occupations.

Les enfants participent dès qu'ils marchent à toutes les activités touchant à la conduite des animaux. Il est courant qu'un bambin de quatre ans attache les cabris qu'il surveille pour éviter qu'ils s'éloignent des tentes. Dès qu'il est plus assuré, il les fait boire en leur apportant de l'eau qu'il a aidé à ramener du puits. Si très tôt garçons et filles s'initient à la garde et à la traite des petits ruminants, ce n'est que vers dix ans qu'on leur confie le gros bétail. Ils doivent alors participer aux fastidieuses corvées d'abreuvement, d'abord en dirigeant l'animal qui tracte la corde fixée au seau, puis très vite –souvent trop tôt, on place les adolescents aux abreuvoirs et à la garde des animaux. Chez les éleveurs de bovins ils rentrent tous les soirs au campement et retrouvent quotidiennement une atmosphère familiale, alors que chez les chameliers, ils restent de longues semaines à la garde des chamelles, à plusieurs dizaines de kilomètres, sans que l'on se soucie beaucoup de ce qu'ils endurent. Quelques fois des fillettes les accompagnent, aidant leurs frères plus âgés, dont on attend qu'ils courent prévenir les adultes si un incident quelconque survenait. Dès la puberté, les jeunes filles ne participent plus à ces occupations. Elles doivent par contre assurer l'approvisionnement en eau de la famille, deux à trois fois par jour, alors que les campements sont éloignés du puits. Comme leurs aînées elles aident aux traites journalières et s'occupent entièrement du petit bétail, en plus des occupations ménagères et de la surveillance des enfants en bas âge.

Il faut noter qu'il est rare que les enfants restent sans éducation, cela n'arrive que dans les groupes qui nomadisent à l'écart de leur communauté, situation qui ne dure généralement pas. Entre cinq et treize ans, le chef d'un campement entretient à l'année un marabout lettré qui se charge de donner aux enfants les rudiments d'écriture, de lecture et de calcul, en leur faisant apprendre par cœur des dizaines de sourates du Coran. Très jeunes, ils possèdent des bases de connaissance, frustes mais solides. Malheureusement le besoin de main d'œuvre interrompt

vite cet enseignement. Ceci est à souligner, car les pasteurs sont loin d'être les analphabètes que l'on croit habituellement. Extrêmement agiles intellectuellement quand il s'agit de subodorer le moindre gain, attentifs à tout ce qui n'est pas leur intérêt, ils sont en mesure d'échanger des messages écrits, de tenir une comptabilité serrée si nécessaire et, dans les démarches administratives, de contrôler les services qu'ils demandent aux écrivains publics.

L'autre catégorie sociale désavantagée est celle des femmes. Ecartées des travaux touchant au gros bétail, elles sont en principe exclues des décisions importantes, quoique certaines y participent, et que plusieurs d'entre elles sont des propriétaires avisés. Malgré cela, leur sort reste incertain et l'inégalité des sexes perdure. Sans descendance mâle, elles seront répudiées sans hésitation pour une nouvelle épouse potentiellement à même d'enfanter des garçons dont la main d'œuvre soulagera le chef de famille. De toute façon, précocement usées par les travaux qu'elles assurent et des allaitements répétés, elles vieillissent très vite. Aussi pénibles que soient les activités des hommes, elles leur laissent des temps de répit; en revanche les épouses doivent s'activer sans cesse, partagées entre les occupations de toute maîtresse de maison, la surveillance de leur propre troupeau, même s'il est joint à celui de leur mari, les corvées quotidiennes de combustible et d'eau et les ventes hebdomadaires des laitages et des autres sous-produits. Il est assez significatif d'ailleurs, que les hommes se justifient de vouloir convoler en expliquant que leur épouse est *éculée*. L'opinion s'accommode aisément de ce constat dans ces régions de polygamie.

La vie en dehors

Lors des contacts que crée toute enquête en milieu pastoral, les d'éleveurs, qui ne parviennent pas à situer tout de suite la finalité des questions qu'on leur pose, tentent de gagner du temps en s'excusant, prétextant qu'ils sont des «*des gens du dehors*». Ce trait qu'ils servent aussi chaque fois qu'ils commettent une infraction, traduit en fait leur désir de marquer une différence de situation, y compris par rapport aux autres ruraux, afin qu'il n'y ait aucune confusion et qu'ils puissent prendre du recul ; l'inverse étant ce qu'ils attendent.

Peu sensibles à leurs propres conditions de vie, le prix élevé qu'ils payent à cause de leur éloignement des centres secondaires ne les indispose pas outre mesure. Ils estiment, toutes proportions gardées qu'ils mènent des vies plus saines que celles de nombreux habitants des villes, ce qui est certain, mais également que les taux élevés de mortalité des enfants en bas âge –la moitié d'entre eux n'atteignent 5 ans, ou les décès dus aux affections courantes de leurs proches sont dans l'ordre de choses qu'ils ont toujours connues. En l'état actuel, la désorganisation des soins de santé en Afrique sahélienne est telle, qu'il n'existe pas suffisamment de chances de mieux guérir dans une structure sanitaire donnée qu'en campagne, et ils se contentent de remèdes traditionnels que leur administrent des rebouteux. Cette attitude qu'ils conservent devant les soins, s'étend à d'autres domaines comme l'éducation ou l'accès à l'eau, qui leur semble incongru de devoir payer.

Conscients des avantages supérieurs -en termes de revenus, que leur procurent leurs troupeaux, trempés par les duretés d'un mode de vie ancestral auquel ils sont habitués, ils sont satisfaits de leur sort et les attrait d'une vie sédentaire ou urbaine n'ont pas de prise sur eux. Ils en dénigrent d'ailleurs souvent les inconvénients, en partie parce qu'ils les connaissent mal, ou, cas assez fréquents, parce certains d'entre eux furent contraints de se replier en ville lors des sécheresses récentes. Dans les années quatre-vingts des centaines de pasteurs ont ainsi émigré momentanément vers les chantiers pétroliers du sud libyen ou les grandes agglomérations pour se louer comme gardiens, et parfois comme manœuvres. Cela arriva

juste après les crises, quand les possibilités d'entre aide des communautés étaient débordées par le trop grand nombre de sinistrés. En général, ils vécurent douloureusement les quelques années qu'ils mirent à amasser un capital pour reconstituer leurs cheptels. Se sentant exilés, y compris dans leur pays, ils gardent de mauvais souvenirs de ces périodes de privations, loin des leurs, qu'ils vécurent sans le soutien habituel de leur communauté et la sécurité relative que la présence d'obligés et d'une parentèle nombreuse adoucit.

Les biens matériels dont ils se sont servis en ces occasions, allant de tapis moins grossiers que leurs Kélims, aux télécopies et autres objets sans grande utilité en zone pastorale, ne les attirent pas particulièrement. D'abord parce qu'ils attendent des choses une résistance sans rapport avec celle qui a présidé à leur fabrication, ce qui fait qu'ils les détériorent assez vite, mais aussi, parce qu'ils sont conscients des impossibilités que leur mobilité impose. En dehors des postes de radio, des ustensiles de vaisselle émaillés et des thermos qu'adorent les ménagères, peu d'objets courants ne trouvent grâce à leurs yeux. C'est ainsi que bien qu'ils utilisent des cordes synthétiques, ils trouvent qu'elles s'effilochent rapidement et sont hors de prix. Ils préfèrent celles qu'ils tressent avec des fibres de palmier ou du cuir et qu'ils réparent à moindre coût. C'est aussi pourquoi contre toute attente, ils restent fidèles à des outils forgés par leurs artisans castés, parce qu'ils les entretiennent presque sans bourse délier, choisissant de le faire eux-mêmes à l'occasion. Ils n'achètent jamais les couteaux de bon acier que l'on trouve sur tous les marchés du sud, faute de pouvoir aiguiser, et continuent à préférer leurs poignards de fer doux, qui plient et s'ébrèchent quand ils les utilisent pour toutes sortes de besognes. En définitive, leurs désirs d'accroître leurs troupeaux restent inversement proportionnels à celui d'acquérir des biens matériels qu'ils n'ont pas éprouvés.

En 2003, la quasi-totalité des éleveurs n'imagine pas vivre autrement, car, dans la majorité des cas, il n'y a guère d'arguments à leur opposer dans les débats touchant aux inconvénients – encore une fois très relatifs, qu'il y a à vivre coupé de tout. Or deux tendances lourdes sapent insidieusement leurs positions. La première a une origine interne. Elle vient des femmes et des adolescents qui supportent l'essentiel des risques qu'imposent des élevages se maintenant en limite d'oecumène. Comme ils assurent la part prépondérante de la force de travail, ils revendiquent fréquemment un pouvoir d'achat que les hommes adultes leur contestent. Les épouses œuvrent de leur côté pour que leurs fils s'instruisent et accèdent à de hautes responsabilités, seule garantie pour elles de finir leurs jours sans soucis. Le second danger, provient des jeunes cadres des départements techniques ministériels, qui – bien qu'originaires parfois des marges pastorales, ont coupé tout lien avec elles. Ils vivent mal la survivance de genres de vie qu'ils jugent arriérés et qui refusent d'évoluer. Plusieurs cadres fatalistes se laissent gagner par le découragement, et réagissent à peine quand des coupes budgétaires amputent des campagnes de vaccination vitales. Le risque d'une *tziganisation* des éleveurs que nous évoquerons, admise en quelque sorte par lassitude, chemine progressivement dans les esprits. De leur côté, éloignés des centres de progrès, aussi modeste soient-ils, et de la vie publique, les éleveurs se retrouvent confinés dans des habitudes autarciques qui les forcent à se replier sur eux-mêmes, et tend à les écarter des évolutions en cours.

Mesures anti-pauvreté et durabilité

Avant d'esquisser quelques voies pouvant infléchir des programmes d'assistance contre la pauvreté, afin qu'ils cadrent mieux avec les facteurs de production des élevages sahéliens, un bref retour sur la façon dont les sociétés pastorales ont su résister aux influences extérieures

ne sera pas sans intérêt. Cette résistance est moins évidente de nos jours, puisque elle n'a guère l'occasion de se manifester, les pasteurs étant souvent très éloignés des capitales et que les actions de développement qui intéressent leurs élevage s'étiolent souvent d'elles-mêmes. Au total, les quelques projets en cours d'exécution, centrés sur l'hydraulique de nouveaux points d'eau, ne pourront pas modifier durablement des pratiques ancestrales profondément enracinées.

Résistances du pastoralisme

Les sociétés pastorales du sud Sahara ne sont pas les seules à poser des problèmes particuliers aux gouvernements en place. L'opposition entre sédentaires et pasteurs, déjà signalée par les récits bibliques, s'est maintenue tout au long de la diagonale érémiennne aux siècles passés, et se perpétue de nos jours, dans des conflits que les états sahéliens tentent vainement d'endiguer. La Chine ancienne opta pour un apartheid cloisonné par une muraille sans grands effets, puisque deux de ses dynasties prestigieuses, celles des Ming et des Tang, furent fondées par des pasteurs se jouant quand ils le voulaient de cette réalisation gigantesque. D'autres puissances, comme l'ex Union soviétique, la Mongolie ou la Chine actuelle, essayèrent la coercition, sans que des principes de droit entravent leurs actions. Leurs résultats ne sont guère probants, et les pasteurs d'Asie centrale ou du Sikiang restent toujours insensibles aux charmes du socialisme. Ses penseurs avaient, dès le départ, rencontré des problèmes conceptuels avec les communautés nomades, puisque la correspondance entre Marx et Engels montre qu'ils débattirent longuement sur la place qu'il convenait d'attribuer à ce « mode de production asiatique », dans l'évolution historique telle qu'ils la concevaient. Plus près de nous, et bien qu'ils offrent à leurs Samis les premiers niveaux de vie du monde, les pays scandinaves ne parviennent pas à détourner l'ensemble des éleveurs de rennes lapons de leurs marges septentrionales. Eux aussi tiennent à leur mode vie pastoral, qui est voulu, désiré, revendiqué au point de les pousser à s'organiser pour en appeler au jugement des instances européennes de Bruxelles.

A l'image des peuples que nous évoquons, et à différents moments de leur histoire, les éleveurs de l'Afrique sub-saharienne ont su quand ils le souhaitaient, parfaitement s'intégrer dans des sultanats sédentaires ou des structures sociales occidentalisées. Dans tous les états, de faibles pourcentages de leurs ethnies atteignent aux charges importantes de l'Etat ou embrassent, rarement, des carrières scientifiques. Mais, pour la grande majorité d'entre eux, les sociétés modernes qu'ils fréquentent régulièrement ne les attirent pas, et ils n'imaginent pas en faire partie. Ils n'apprécient que modérément les facilités qu'elles offrent, et s'indignent des situations de misère qu'elles renferment. Ils ne conçoivent pas –et sont incapables, de vivre dans des cités acculturées, sans liens sociaux et affectifs, au milieu de citoyens tout aussi indifférents à leur position sociale, qu'à la renommée de leur lignage ou au nombre de leurs troupeaux. Leur réticence à emprunter les transports publics est très significative à cet égard. La promiscuité qui y règne choque leur habitude à se mouvoir dans des espaces codifiés, où la place de chacun se définit par la richesse de ses élevages. Tous les codes intellectuels et les règles administratives les gênent faute d'en saisir l'utilité et la valeur. Tout aussi crispés que les habitants des pays occidentaux sur les valeurs fondamentales de leurs sociétés, peu en définitive font l'effort de s'y adapter et seules les catastrophes climatiques en obligent certains à s'en rapprocher momentanément. Il est d'ailleurs à remarquer, que dès qu'il en ont la possibilité, la plupart d'entre eux reviennent dans leur milieu.

Aussi générales que soient ces considérations, elles n'ont d'autre but que de rappeler qu'il existe encore, en 2003, des communautés indifférentes aux modèles de développement

occidentaux, satisfaites de leur situation aussi épouvantable qu'elle paraisse. A long terme et en perdurant, cet état de fait risque, par le simple jeu des différences de croissance démographique, de repousser dans leurs pays les pasteurs sahéliens à un rang aussi marginal que celui qu'occupent les tziganes dans nos sociétés. C'est pourquoi il nous paraît essentiel d'approfondir notre connaissance du « capital humain » (Becker, 1978) dont dispose les sociétés sahéliennes, si nous désirons un tant soit peu améliorer leur sort.

L'échec des programmes

Personne n'a encore tenté de faire le bilan des multiples programmes de développement initiés en direction de l'élevage, mais à travers ceux auxquels nous avons participé, et d'un bon nombre de lectures de rapports de fin d'exercice, force est de constater, si l'on excepte l'admirable réussite de la lutte contre les principales épizooties, que le moindre triomphalisme en matière de développement dans ce secteur n'est pas de mise. Les sommes en jeu ne sont pas en question, ni la compétence des professionnels de l'Elevage, et encore moins la volonté des pouvoirs centraux de moderniser les structures traditionnelles de production. La lutte contre les épizooties est une suite de victoires, que confirme l'attrait des éleveurs pour certains traitements, qu'ils n'hésitent pas à acquérir frauduleusement. Si quelques réticences initiales défrayèrent les milieux de santé vétérinaire au début, ils tenaient à des accidents, bien vite oubliés devant l'efficacité des campagnes de vaccinations.

En revanche le bilan des programmes d'accompagnement restent mitigé. Le scénario d'enlèvement de trop de projets aux objectifs techniques paraît devoir se poursuivre encore longtemps. Comment ne pas contester ces morts annoncées à répétition, comportant invariablement une phase d'implantation réussie, suivie d'une période d'extension durant laquelle les prémisses de la fin se manifestent, avant que le passage à la charge de l'état signe infailliblement son arrêt pur et simple. Comme la substitution n'est plus de mise, ne serait-il pas judicieux de chercher quelle action minimale, aussi modeste soit-elle, pourrait assumer durablement l'état bénéficiaire, avant de concevoir l'enveloppe matérielle qui l'accompagne ? La Direction de l'organisation pastorale du ministère de l'Elevage au Tchad est restée durant trois ans sans véhicule en état de rouler, obligée de quémander sans cesse auprès d'autres projets l'occasion de se déplacer. Une telle situation interroge sur la pertinence de la vision des bailleurs de fonds à l'époque où ils favorisèrent la création de cette structure. Les projets de développements actuellement en cours, mettent surtout l'accent pour leur part, sur le renforcement des structures étatiques et des conditions politiques nécessaires à l'émergence d'acteurs sociaux. Réussiront-ils mieux. Il faut reconnaître qu'ils s'en donnent les moyens et que leur approche, résolument nouvelle, aborde des aspects jusqu'à maintenant négligés. En revanche leur mise en œuvre nous laisse sceptique. Dans le cas du PRODEL¹², les zones test choisies pour démarrer les actions, non seulement fractionnent les aires pastorales qu'elles cherchent à sensibiliser (ce qui laisse prévoir des altercations sûrement vives quant au choix des populations retenues), mais elles portent sur des secteurs séparés par des centaines de kilomètres. Le risque est grand que les efforts se dispersent, avant que des effets de masse et d'entraînement consolident les conditions d'intégration.

En définitive, un bilan complet des actions passées en matière de développement de l'élevage reste à faire, même si nous savons que les résultats n'ont qu'un lointain rapport avec les objectifs initiaux et les investissements alloués, et même si en dernière analyse on s'aperçoit que les bénéficiaires diffèrent des populations visées au départ. En l'absence d'une telle

¹² Projet de développement local, volet du programme intégré de développement rural, Banque mondiale. N'djaména, 2001.

somme critique, il n'y aura guère de progrès à envisager dans la façon de lutter contre la pauvreté, surtout si on persiste à ne pas analyser en détail les formes de prévarications qui minent bien des projets, s'ôtant ce faisant la possibilité de mieux les combattre. Le risque est grand de voir « *l'Aide se fatiguer d'elle-même ... à force de vouloir trouver des problèmes aux solutions* » (Naudet, 1998).

Quelles perspectives ?

A priori, le combat contre la pauvreté en zone pastorale dispose d'avantages intrinsèques rarement réunis dans les politiques d'assistance: les éleveurs s'assument en grande partie, ils apportent sur les marchés des animaux de qualité bien adaptés à leur environnement, ils sont heureux de vivre à des latitudes qu'ils sont les seuls à exploiter, en ne demandant en contrepartie, que des puits profonds, une réglementation agricole des parcours qu'ils fréquentent et un mode de représentation politique qui ne pénalise pas leur éloignement saisonnier. Ces demandes aux accents revendicatifs pourtant mesurés n'influencent guère les priorités des organisations institutionnelles, qui évoquent déjà à l'horizon de leurs prévisions, l'abandon des domaines subsahariens jugés improductifs. Or nous avons montré à quel point ces analyses pouvaient être biaisées. Le maintien des sociétés pastorales aux latitudes qu'elles exploitent actuellement requiert des études neuves en mesure de mieux situer leur santé économique dans les secteurs nationaux, en dépassant les approches comptables réalisées jusqu'ici. Il est nécessaire de saisir leur fonctionnement en tant que groupes constitués, tout autant que les formes d'organisation et de répartition de leurs cheptels dépendant de parentèles croisées qui en détiennent l'usufruit. Si des compositions de troupeaux telles qu'on les pratique, renseignent parfaitement sur les croûts de production à attendre, elles n'apportent aucun renseignement sur les tendances lourdes qui président à leurs évolutions, faute de saisir la nature des pressions familiales qui les concernent, et la stratégie de possession que les propriétaires d'animaux développent en fonction de leur communauté. Comme dans bien des domaines, la connaissance des systèmes pastoraux s'est volontairement limitée aux aspects touchant à la production, sans aller au-delà de cette vision marchande. Les pistes de recherche évoquées, parmi d'autres ayant trait aux dimensions culturelles et ou sociales, ne pourront pas être précisées tant que les éléments sur lesquels portera la lutte contre pauvreté n'auront été mieux définis. Si on privilégie l'amélioration du statut des femmes, il faudra évaluer convenablement leur emprise économique sur les cheptels pour disposer d'un angle d'approche adapté à cet objectif; si le sort lamentable des enfants des populations nomades devenait une priorité, il conviendrait alors d'apprécier dans quelle mesure il serait possible de remplacer l'apport de main d'œuvre qu'ils représentent. C'est en sélectionnant soigneusement les dimensions sociales sur lesquelles porteront les efforts, qu'on parviendra à une vision plus juste des réalités, gage certain d'une plus grande efficacité.

Quels que soient les travaux à engager, il faudrait aussi, et surtout, prendre l'exacte mesure de la variabilité bioclimatique des marges semi-arides. L'anecdote que rapportent E. Bernus et J.-C. Durour à ce sujet, demeure significative. Ils rappellent les tribulations d'un ranch pilote implanté au Mali avant l'indépendance, destiné à « sédentariser » les nomades et qui dû, dès la première année où il fut confronté à un hivernage particulièrement sec, nomadiser vers des parcours méridionaux pour sauver son cheptel. Toute la problématique de la pauvreté en milieu pastoral est ici résumée. Il est indispensable de définir concrètement les marges de travail acceptant ce genre d'aléas et les mobilités spatiales qu'ils déclenchent sur des espaces dont nous n'apprécions qu'imparfaitement l'étendue. Ce n'est qu'ensuite, pourvu d'une sorte de cadre à géométrie variable, qu'il sera possible de faire des calculs de rentabilité ou des projections. Ils ne peuvent d'ailleurs que s'en trouver améliorés. Cela signifie concrètement

par exemple, que dans un programme d'accompagnement destiné à la tribu peule de Gorom-Gorom, (la plus petite de l'Ouadalan burkinabe, avec environ 3000 personnes), il faille prévoir une mobilité potentielle, et exceptionnelle, d'une aire pastorale qui varie peu en l'occurrence, puisqu'elle avoisine 210000 ha quelle que soit la dispersion de ses campements (Clanet, 1999). En revanche, il faudrait tenir compte du fait que son emprise sur l'environnement peut se déplacer au gré de l'abondance des pluies de 30 à 70 kilomètres plus au nord, ou plus au sud dans le cas contraire, tout en oscillant d'est en ouest sur une trentaine de kilomètres. Sans négliger d'intégrer également le fait qu'au cours de cycles inter-sécheresses s'étalant sur une quinzaine d'années, durant deux ou trois hivernages, son aire pastorale glissera de 2 à 300 km, pour attendre que s'estompent les effets d'une sécheresse particulièrement grave. En ces temps de réduction budgétaires, il est certain que le flou apparent de telles prévisions, réclamant par exemple le doublement qu'un budget logistique, heurte les prévisions financières habituelles. Pourtant en zone tempérée, tous les calculs intervenant dans la construction d'un barrage sont faits pour qu'ils résistent aux crues exceptionnelles et centenaires, voire millénaires. Pourquoi renâcler à adopter ce genre de prévisions pour sécuriser des éleveurs, confrontés à des écarts climatiques encore plus fréquents et à des retombées économiques dramatiques?

De toute façon, en admettant que la nature des études à entreprendre soient mieux cernée et que leur cadre variable dans lequel elles seraient conduites soit dimensionné convenablement, il resterait à en définir le contenu. Entre l'abandon pur et simple des zones arides envisagé (cf. supra), la reconduction de programmes d'appuis techniques aux filières du secteur élevage habituels, pour répondre à des situations d'urgence, et des programmes d'accompagnement résolument tournés vers la réduction des facteurs de pauvreté, comme des inégalités et de la pénibilité, les choix sont limités. Dans l'optique choisie de renforcer le troisième type d'actions, le développement des connaissances suggéré aiderait à lutter contre la pauvreté en jouant sur les mécanismes régissant les rapports de productions de biens, au sein des sociétés pastorales. Les formes de lutte entreprises pourraient alors respecter les priorités des sociétés pastorales dans leurs options d'élevage, en admettant que leurs défauts ne peuvent pas disparaître d'un simple trait de plume et en quelques années. Acculées, il est fort probable qu'elles résistent, placées devant des choix qu'elles comprennent et en mesure d'accompagner leur évolution, elles s'y rallieront, même si elles ne préfèrent pas d'emblée des voies modernes. Comme tous les hommes, les éleveurs fuient les maladies et apprécient les médicaments ; il détestent les travaux harassants et souffrent d'être coupés du monde ...etc. ...etc.

Une dernière remarque s'impose. Si les animaux des sociétés pastorales pouvaient s'écouler régulièrement sur les marchés africains, voire mondiaux, il est probable que dans un contexte de richesse partagée en expansion, les éleveurs dépenseraient progressivement plus qu'ils ne le font. Puisque le mot d'ordre « *Trade and not Aid* » prévaut, nous devons trouver les moyens d'ancrer progressivement l'économie africaine à la mondialisation, et il nous revient de faire en sorte que les bas quartiers des bovins européens et les croupions et les ailerons de dinde, arrivant congelés et désossés à 1.2 €/ kg dans les ports côtiers, concurrencent de moins en moins leurs exportations de viande. La réussite de la filière coton prouve que l'Europe maîtrise parfaitement ce type d'appui à des secteurs agricoles d'Afrique centrale, à moins que nous ne reconnaissons que seuls ses intérêts l'y incitent.

En décrivant les forces et les faiblesses du pastoralisme nomade, nous avons cherché à monter à quel point les méthodes de description statistique de sa pauvreté cadrent mal avec ses réalités et la diversité des systèmes qu'il recouvre. Bien qu'il conserve des situations

humaines aux relents moyenâgeux, il dispose également d'atouts encore mal appréhendés, qui font des sociétés pastorales les plus vieilles de la planète, et donc les seules qui puissent se targuer d'être véritablement durables.

A supposer que la lutte contre la pauvreté des populations d'éleveurs passe par un accroissement de leur consommation matérielle -ou que les politiques d'assistance pérennisent les projets, il sera impossible de faire l'économie d'une meilleure connaissance du fonctionnement de leurs organisations traditionnelles, en évaluant avec les outils quantitatifs dont nous disposons, un capital humain dont bien des aspects nous demeurent encore étrangers. C'est une des conditions qui, à notre sens, renforcera l'appui que nous leur destinons. Ces démarches, qui devraient porter en priorité sur les problèmes fonciers et le sort réservés aux plus faibles, supposent également un double état d'esprit. Attitude obtenue d'abord en gardant à l'esprit que les éleveurs appartiennent à d'authentiques civilisations, dont il importe de ne pas hâter la fin par des solutions inappropriées. Et, en second lieu, en se défaisant de la certitude, en totale contradiction avec l'évolution, selon laquelle l'humanité tendrait nécessairement vers notre idéal de développement. En terme de ressources planétaire, le dernier sommet de Rio a montré l'inanité de ce projet, ce qui n'empêche pas de proposer aux pays les moins avancés, un modèle auquel plus personne n'adhère complètement.

Bibliographie citée

Becker, G., 1978.-*The Economic Approach to Human Behavior*-, 320 p., University of Chicago Press. Edit.

Banque mondiale, 2001 .- *Aide et réforme en Afrique* -, 278 p., Washington/ Paris

- - - " - - -, 2002 .- *Mondialisation, développement et pauvreté* -, 224 p., Legeeco, Paris.

Bernus E. & Durour J.-M., 1999 .- *Touaregs : Un peuple du Désert*-, 331 p., Laffont, hors collection.

Clanet J.-C., 1975 .- *Les éleveurs de l'Ouest tchadien et leurs réponses aux sécheresses*-, 376 p. ; cart. ; tabl. ; thèse de III^{ème} cycle, Université de Rouen, Maisons-Alfort.

- - - " - - -, 1994 .- *Le pastoralisme au Sahel central* -, 701 p., 16 pl. ; La Sorbonne, Paris IV, Th. De D.E.

- - - " - - -, 2001 .- *l'enfance asservie aux systèmes pastoraux* -.; 27 pages, 4 cartes ; Repris dans le Journal des Africanistes, 72-1, 2002 : 149 - 164

Naudet J.-C., 1992 .- *Trouver des problèmes aux solutions* -, 344 p., OCDE/ Club du Sahel.

Oixan J. & Gulliver A., 2001.- *Systèmes de production et pauvreté* -, 215 p., tbl. & graph., FAO, Rome.

PNUD, 2003 .- *Rapport sur le développement humain 2003* -, 365 p., Economica, Paris.

Rahnema M., 2003 .- *Quand la misère chasse la pauvreté* -. 300 p., Fayard, Actes Sud.

Tacher G., 1971 .- *La reconstitution des troupeaux frappés par la sécheresse* -, 21 p., laboratoire de Farcha, N'Djaména, document interne.